

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

SOCIETE LAND'OR
SIEGE SOCIAL : BIR JEDID 2054 KHELIDIA

La société LAND'OR publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2017. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes Mr Hassen BOUAITA (F.M.B.Z KPMG TUNISIE) et Mr Ahmed BELAIFA (M.T.B.F).

Ces états financiers annulent et remplacent ceux publiés au BO du CMF n° 5610 du 17 mai 2018.

GROUPE LAND'OR
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31/12/2017

(Exprimé en TND)

ACTIFS	Notes	31-déc.-2017	31-déc.-2016
ACTIFS NON COURANTS			
Actifs Immobilisés			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.1	2 906 216	2 760 722
Moins (Amortissement)		<1 762 306>	<1 550 687>
Total Immobilisations incorporelles		1 143 910	1 210 035
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.2	46 329 906	44 226 729
Moins (Amortissement)		<19 104 674>	<17 001 947>
Total Immobilisations Corporelles		27 225 232	27 224 782
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3.3	6 024	5 339
Total Immobilisations Financières		6 024	5 339
Total des Actifs Immobilisés		28 375 166	28 440 156
Autres Actifs Non Courants	3.4	704 412	337 388
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		29 079 578	28 777 544
ACTIFS COURANTS			
Stocks	3.5	15 279 518	13 505 356
Moins (provisions)		<400 052>	<354 032>
Total des Stocks		14 879 466	13 151 324
Clients Et Comptes Rattachés	3.6	15 668 745	10 846 146
Moins (provisions)		<3 070 625>	<2 700 030>
Total des Clients et Comptes Rattachés		12 598 120	8 146 116
Autres Actifs Courants	3.7	6 457 049	5 978 401
Liquidités Et Equivalents De Liquidités	3.8	1 363 997	935 555
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		35 298 632	28 211 396
TOTAL DES ACTIFS		64 378 210	56 988 940

GROUPE LAND'OR
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31/12/2017

(Exprimé en TND)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Notes	31-déc.-2017	31-déc.-2016
CAPITAUX PROPRES			
Capital Social		4 846 875	4 846 875
Réserves Consolidées		<10 219 632>	<13 146 703>
Autres Capitaux Propres		10 921 219	11 891 126
Ecart de Conversion		<4 010 972>	<1 660 798>
Résultat de l'Exercice		2 735 153	2 927 071
Capitaux Propres -Part du Groupe	4.1	4 272 643	4 857 571
Intérêts Minoritaires	4.1	123	204
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES APRES AFFECTATION		4 272 766	4 857 775
PASSIFS			
Passifs Non Courants			
Emprunts	4.2	7 573 577	10 430 355
Provisions	4.3	1 315 092	690 000
Total Des Passifs Non Courants		8 888 679	11 120 355
Passifs Courants			
Fournisseurs Et Comptes Rattachés	4.4	20 083 019	16 101 332
Autres Passifs Courants	4.5	6 633 302	5 568 403
Concours Bancaires Et Autres Passifs Financiers	4.6	24 500 454	19 341 075
Total Des Passifs Courants		51 216 775	41 010 810
TOTAL DES PASSIFS		60 105 444	52 131 165
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		64 378 210	56 988 940

GROUPE LAND'OR
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31/12/2017

(Exprimé en TND)

ETAT DE RESULTAT	Notes	31-déc.-2017	31-déc.-2016
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Revenus	5.1	93 893 562	68 422 970
Autres Produits d'Exploitation		554 002	268 648
Total Des Produits D'exploitation		94 447 564	68 691 618
CHARGES D'EXPLOITATION			
Variation de Stocks des Produits Finis		670 227	<1 606 706>
Achats Consommés	5.2	59 312 827	39 307 454
Autres Achats	5.3	2 493 833	2 312 644
Charges De Personnel	5.4	12 672 939	11 103 149
Dotations Aux Amortissements Et Provisions	5.5	4 136 784	3 547 329
Autres Charges D'exploitation	5.6	9 091 979	8 403 040
Total Des Charges D'exploitation		88 378 589	63 066 910
RESULTAT D'EXPLOITATION		6 068 975	5 624 708
Charges Financières Nettes	5.7	<3 108 832>	<1 946 805>
Autres Gains Ordinaires	5.8	532 036	527 197
		<70 396>	
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT		3 421 783	4 205 100
Impôt sur les Bénéfices	5.9	<686 711>	<917 790>
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT		2 735 072	3 287 310
Contribution Conjoncturelle	5.10	-	<360 233>
Résultat Net de l'exercice		2 735 072	2 927 077
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT (PART GROUPE)		2 735 153	2 927 071
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT (PART MINORITAIRES)		<81>	6

GROUPE LAND'OR
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31/12/2017

(Exprimé en TND)

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE	Notes	31-déc-17	31-déc.-2016
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION			
Résultat net		2 735 072	2 927 077
Ajustements pour:			
- Amortissements et provisions		3 634 223	3 547 329
- QP des subventions aux investissements inscrites au résultat		<532>	<6 338>
- Capitalisation des charges		<449 472>	<226 725>
- Plus values de cession		<10 876>	<47 580>
Différence de change sur comptes de trésorerie		<285 027 >	<196 267>
Variations des:			
- Stocks		<1 774 162>	593 162
-Créances clients		<4 822 599>	<166 073>
- Autres actifs		<674 370>	16 175
- Fournisseurs et autres passifs		5 046 586	5 842 215
Flux provenant des activités d'exploitation		3 398 843	12 282 975
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.		<2 334 060>	<4 986 251>
Encaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.		96 265	-
Encaissements provenant de l'acquisition des immobilisations financières		-	13 544
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières		<685>	
Flux affectés aux activités d'investissement		<2 238 480>	<4 972 707>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dividendes		<969 375>	<484 688>
Remboursement des emprunts et crédits de financement de stock et autres crédit de gestion (net)		<1 238 960>	<738 077>
Flux affectés aux activités de financement		<2 208 335>	<1 222 765>
Incidences des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités		<2 065 147>	<1 238 406>
Variation de Trésorerie		<3 113 119>	4 849 097
<i>Trésorerie au début de l'exercice</i>		< 7 601 581>	<12 450 678>
<i>Trésorerie à la clôture de l'exercice</i>		<10 714 700 >	<7 601 581>

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Exercice arrêté au 31 Décembre 2017

Chiffres exprimés en dinars tunisiens

Présentation du groupe :

La Société mère Land'Or S.A (« Land'Or » ou « société ») est une société anonyme de droit Tunisien. Les états financiers consolidés du groupe Land'Or arrêtés au 31 décembre 2017 correspondent à ceux de la société Land'Or ainsi que de ses filiales Land'Or Foods & Services (« LFS »), Echarika Alybia Tounisia Alhaditha Lissinaat Alghidhaia Almouchtaraka, Land'Or Maroc Food & Services (« Land'Or Maroc ») et Land'Or USA Holdings Inc.

Le périmètre de consolidation est déterminé comme suit :

Désignation	Qualité	Pourcentage de contrôle	Méthode de consolidation
1_LAND'OR	Mère	100 %	Société consolidante
2_LFS	Filiale	99,97 %	Intégration globale
3_ECHARIKA ALYBIA...	Filiale	65 %	Intégration globale
4_Land'Or Maroc	Filiale	100%	Intégration globale
5_LAND'OR USA HOLDINGS INC	Filiale	100%	Intégration globale

1_La Société mère Land'Or a démarré ses activités en juillet 1996. L'objet de la société est l'exploitation de toutes opérations industrielles, commerciales et financières se rattachant à la fabrication, à la transformation, et au commerce des produits carnés et leurs abats, produits de la mer, fromages, plats cuisinés et tous produits agro-alimentaires.

2_La filiale LFS est une société anonyme de droit tunisien ayant démarré ses activités en janvier 2003. L'objet de LFS est la commercialisation en gros et en détail des produits agro-alimentaires et agricoles. A partir de 2006 l'activité principale de LFS est devenue le transport de marchandise pour le compte d'autrui ainsi que toutes opérations accessoires, annexes ou connexes à l'objet cité dessus et essentiellement la gestion pour le compte d'autrui de l'ensemble des opérations de logistique.

3_La filiale "Echarika Alybia Tounisia Alhaditha Lissinaat Alghidhaia Almouchtaraka" est une société dont le capital est de 1 000 000,00 Dinars Libyens et régie par la loi Libyenne. Cette société n'est pas entrée en activité depuis sa constitution.

4_La filiale Land'Or Maroc est une société dont le capital est de 9 000 000,00 MAD et régie par la loi Marocaine.

La société Land'Or Maroc a connu des difficultés d'exploitation et financières au cours des exercices 2013 et 2014, et qui se sont poursuivies en 2015, et ce suite à l'incident technique survenu en 2013 et l'interdiction par les autorités sanitaires marocaines d'importation des produits d'origine animale à partir de la Tunisie de septembre 2014 à mai 2015. Ces deux évènements ont lourdement pesé sur la situation financière de Land'Or Maroc et sont à l'origine des pertes cumulées de Land'Or Maroc.

Land'Or a engagé courant 2017 un plan de restructuration financière et opérationnelle de Land'or Maroc. Le plan de restructuration financière inclut un abandon d'une partie de la créance et la conversion d'une autre partie en un prêt à moyen terme et une participation dans le capital social.

Ce plan a fait l'objet d'une demande d'autorisation déposée auprès de la Banque Centrale de Tunisie en date du 05/04/2016 et n'ayant pas encore reçu l'approbation définitive à la date de publication des états financiers consolidés.

Par ailleurs, et afin de maintenir et développer son activité au Maroc, Land'Or a engagé une restructuration opérationnelle de la filiale marocaine visant à améliorer le réseau de distribution au Maroc

par la recherche des partenariats avec des distributeurs locaux. Land'Or Maroc, qui va garder le statut de client et de vis-à-vis de Land'Or au Maroc, assurera le bon déroulement du partenariat de distribution et le développement des ventes pour les marques distributeurs (« MDD »).

Malgré ce plan de restructuration, les performances de Land'Or Maroc ne sont pas améliorées au cours de 2017 comme attendu par le management. Par ailleurs, le plan de restructuration financière n'a pas encore reçu l'approbation de la banque centrale de Tunisie.

Il convient de préciser que le management de Land'Or est en train d'étudier différentes alternatives concernant les activités futures de Land'Or Maroc et ce dans le cadre de l'opération de levée de fonds engagée par le Groupe Land'Or. En effet, les actionnaires fondateurs de Land'Or sont entrés en pourparlers exclusifs avec le Groupe Africinvest ayant abouti à une opération en fonds propres et quasi-fonds propres visant à accompagner le développement du Groupe Land'Or en Tunisie, en Afrique et au Moyen Orient sous réserves de l'obtention des autorisations nécessaires

5_La filiale "Land'Or USA Holding Inc" est une société dont le capital est de 650 000,00 USD et régie par la loi américaine. Cette société est actuellement en veilleuse.

TABLE DE MATIERES

1	REFERENTIEL COMPTABLE.....	8
2	PRINCIPES COMPTABLES.....	8
2.1	Méthode de consolidation	8
2.2	Immobilisations corporelles et incorporelles.....	9
2.3	Frais préliminaires et charges à répartir	9
2.4	Contrats de location financement	9
2.5	Stocks	10
2.6	Emprunts.....	10
2.7	Provision pour dépréciation des comptes clients et autres actifs courants.....	10
2.8	Provisions pour risques et charges.....	10
2.9	Revenus	11
2.10	Transactions en monnaie étrangère	11
2.11	Impôt différé.....	11
3	ACTIF	11
3.1	Immobilisations incorporelles	11
3.2	Immobilisations corporelles	12
3.3	Immobilisations Financières.....	12
3.4	Autres actifs non courants.....	13
3.5	Stocks	13
3.6	Clients et comptes rattachés	13
3.7	Autres actifs courants	13
3.8	Liquidités et équivalents de liquidités.....	14
4	CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	14
4.1	Capitaux propres	14
4.2	Emprunts.....	15
4.3	Provisions	15
4.4	Fournisseurs et comptes rattachés.....	15
4.5	Autres passifs courants	15
4.6	Concours bancaires et autres passifs financiers	16
5	COMPTE DE RESULTAT	16
5.1	Produits d'exploitation.....	16
5.2	Achats Consommés.....	17
5.3	Autres achats.....	17
5.4	Charges de personnel.....	17
5.5	Dotations aux amortissements et aux provisions.....	17
5.6	Autres charges d'exploitation.....	17
5.7	Charges financières	18
5.8	Autres gains ordinaires.....	18
5.9	Impôts sur les sociétés.....	18
5.10	Contribution Conjoncturelle	18
6.	ÉTAT DE FLUX DE TRESORERIE.....	18
6.1.	Eléments composant les liquidités et équivalents de liquidités :.....	18
6.2.	Méthode adoptée pour déterminer la composition des liquidités et équivalents de liquidités	19
7.	NOTES COMPLEMENTAIRES.....	19
7.1.	Note sur les événements postérieurs à la date de clôture :	19
7.2.	Informations sur les parties liées	19
7.2.1.	Transactions et soldes avec les parties liées.	19
7.2.2.	Obligations et engagements envers les dirigeants de la société mère	19
	Annexes.....	20

1 REFERENTIEL COMPTABLE

Les états financiers consolidés sont exprimés en dinars tunisiens (« DT ») et ont été établis conformément aux conventions, principes et méthodes comptables prévus par le cadre conceptuel de la comptabilité financière et les normes comptables tunisiennes. Ils ont été élaborés selon le coût historique. Il n'y a pas de modification des principes et méthodes comptables adoptées par les sociétés du groupe Land'Or par rapport à l'exercice précédent.

2 PRINCIPES COMPTABLES

Les principes et méthodes comptables les plus significatifs appliqués par le groupe Land'Or, pour l'élaboration de ses états financiers sont les suivants :

2.1 Méthode de consolidation

La méthode de consolidation appliquée est déterminée en fonction du pourcentage des droits de vote détenus.

La méthode de consolidation retenue pour les sociétés du groupe est celle de l'intégration globale, eu égard au degré de contrôle exercé par la société mère sur les filiales.

Cette méthode consiste à :

- Homogénéiser les méthodes de comptabilisation et les règles de présentation.
- Combiner ligne par ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.
- Eliminer les transactions intra-groupes et les profits latents en résultant. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont à éliminer à moins que le coût ne puisse être recouvré.
- Eliminer la valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote-part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale.
- Identifier les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice et les soustraire du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ; et
- Identifier les intérêts minoritaires dans les capitaux propres des filiales consolidées et les présenter dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère ;

Goodwill

Il n'y a pas des retraitements à opérer relatifs au Goodwill et ce en raison de l'absence de différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt de la société Land'or dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis des sociétés LFS et Land'or Maroc, lors de leurs constitutions, ainsi que lors des augmentations de leur capital en 2003 et en 2012, et ce en se référant à la norme NCT 38 (norme comptable relative aux regroupements d'entreprises).

Ecart de conversion

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis de la monnaie locale vers la monnaie de présentation des états financiers consolidés (« DT ») selon la méthode suivante :

- Les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au cours de clôture
- Les éléments de l'état de résultat sont convertis au cours moyen
- Les capitaux propres sont convertis au cours historique
- La différence de change en résultante est constatée en écart de conversion parmi les capitaux propres

2.2 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et compte tenu des frais se rapportant à leur acquisition et à leur mise en utilisation.

Les coûts ultérieurs ne sont pas comptabilisés en actifs sauf s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à ces derniers iront à la société et que ces coûts peuvent être évalués de façon fiable. Les coûts courants d'entretien sont constatés dans le résultat au cours de la période où ils sont encourus.

Par la suite les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements, et le cas échéant des pertes de valeur, sauf pour les terrains comptabilisés au coût d'acquisition.

L'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilité effective. Les durées de vie appliquées sont les suivantes :

	Années
Progiciel SAP	10
Autres logiciels informatiques	3
Dépôts de marques	3
Bâtiment industriel	35
Installations générales, agencements et aménagements (« AA ») des constructions	20
Installations techniques	20
Matériels industriels	20
Outillages industriels	10-15
A.A.matériel et outillage industriel	20
Matériels de transport des biens	7
Matériels de transport des personnes	7-10
Immobilisations à statut juridique particulier	7-10
Installations générales, agencements et aménagements divers («AAI»)	35
Equipements de bureau	10
Matériels informatiques	7

L'amortissement relatif aux immobilisations acquises au cours de l'exercice est calculé compte tenu de la règle du prorata-temporis .

La méthode d'amortissement la durée de vie restante et la valeur résiduelle sont revues par le management à l'occasion de chaque arrêté des états financiers.

2.3 Frais préliminaires et charges à répartir

Les frais préliminaires sont les frais attachés à des opérations conditionnant l'existence, ou le développement de la société, engagés au moment de la création de la société, ou ultérieurement à cette date dans le cadre d'une extension, de l'ouverture d'un nouvel établissement ou d'une modification de son capital.

Les charges à répartir sont les charges engagées au cours d'un exercice, dans le cadre d'opérations spécifiques (tels que les frais de marketing), ayant une rentabilité globale démontrée et dont la réalisation est attendue au cours des exercices ultérieurs.

Les frais préliminaires et les charges à répartir sont portés à l'actif du bilan en autres actifs non courants dans la mesure où ils sont nécessaires à la mise en exploitation de la société et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés. Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de la date d'entrée en exploitation de l'activité ou de leur constatation sans dépasser cinq ans, à partir de leur engagement.

2.4 Contrats de location financement

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charge de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

Les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.5 Stocks

Les stocks sont constitués principalement des produits finis et semi-finis, des pièces de rechange, des matières premières et des emballages.

Les stocks sont évalués comme suit :

- Les matières premières, emballages et les pièces de rechange sont valorisées au coût d'acquisition majoré des frais directement liés à l'acquisition,
- Les produits finis et semi finis sont valorisés au coût de revient réel. Le coût de revient comprend les frais directement imputés à la production ainsi qu'une quote-part des frais généraux de production alloués à la production. Les frais communs sont alloués entre les différents produits selon des clés de répartition déterminés par le management.

Les stocks à rotation lente sont ramenés à leur valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal d'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés pour réaliser la vente

2.6 Emprunts

Les emprunts à long terme figurent au bilan pour la valeur non amortie sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année, est reclassée parmi les passifs courants.

2.7 Provision pour dépréciation des comptes clients et autres actifs courants

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que les comptes d'autres actifs courants. A chaque date de clôture le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements contractuels ou des difficultés financières du créancier. La provision est estimée selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

2.8 Provisions pour risques et charges

Provisions pour litiges

Les réclamations contentieuses impliquant les sociétés sont évaluées par la direction juridique. La direction juridique peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement. Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixe de façon précise sont classées en passifs non courants.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information au niveau des notes aux états financiers sauf si la probabilité de sortie des ressources est mesurable.

Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Une provision pour indemnité de départ à la retraite correspondant à la valeur actualisée des indemnités qui seront servies au personnel calculées selon la convention collective applicable à la société. La provision tient compte des hypothèses financières notamment le taux d'actualisation, les taux de démographies dont l'espérance de vie, l'âge de retraite, le taux de rotation des effectifs et l'évolution des salaires. La provision est présentée parmi les passifs non courants.

2.9 Revenus

Les revenus sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies : la société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable, il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable.

Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par la société.

2.10 Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en DT (ou dans la monnaie local pour les filiales étrangères) selon le cours de change de la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture et les différences de change en résultantes sont constatées en résultat de l'exercice.

2.11 Impôt différé

Les sociétés du groupe Land'Or sont soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) selon les règles et les taux en vigueur du pays ou ces sociétés sont implémentées.

Un impôt différé est constaté au titre des retraitements de consolidation ou cas où ces retraitements donnent lieu à une différence temporaire entre la base comptable et la base fiscal d'un actif ou d'un passif.

3 ACTIF

3.1 Immobilisations incorporelles

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Logiciel Informatique	2 720 957	2 665 569
Dépôt de marques	114 834	49 264
Immobilisations en cours	70 425	45 889
Total brut	2 906 216	2 760 722
Amortissement	<u><1 762 306></u>	<u><1 550 687></u>
Total net	1 143 910	1 210 035

3.2 Immobilisations corporelles

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Terrain nu	1 321 600	1 321 600
Terrain bâti	230 400	230 400
Bâtiment industriel	6 135 481	6 135 481
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	4 554 560	4 031 909
Installations techniques	4 223 735	4 188 452
Matériels industriels	16 866 994	16 046 595
Outillages industriels	1 963 635	1 833 342
Matériels de transport des personnes	499 473	497 224
Matériels de transport acquis en leasing	8 643 658	7 906 976
Equipements de bureau	325 751	299 105
Matériels informatiques	1 377 018	1 324 370
Immobilisations encours	187 601	411 275
Total brut	46 329 906	44 226 729
Amortissements	<u><19 104 674></u>	<u><17 001 947></u>
Total net	27 225 232	27 224 782

3.3 Immobilisations Financières

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
-------------------	-------------------

Dépôts et cautionnements	6 024	5 339
Total net	6 024	5 339

3.4 Autres actifs non courants

Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Frais préliminaires	13 639 762	12 696 259
Charges à répartir	1 214 958	1 708 989
Total brut	14 854 720	14 405 248
Résorptions	<14 150 308>	<14 067 860>
Total net	704 412	337 388

3.5 Stocks

Le solde de ce compte s'analyse de la manière suivante:

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Matières premières	6 343 804	3 674 238
Emballages	2 002 538	1 546 308
Stock en transit	1 207 665	2 384 950
Matières consommables	54 578	39 618
Produits finis et en-cours	3 862 091	4 528 533
Stocks divers	1 808 842	1 331 709
Total brut	15 279 518	13 505 356
Provision pour dépréciation de stock	<400 052>	<354 032>
Total net	14 879 466	13 151 324

3.6 Clients et comptes rattachés

Le détail des comptes clients se présente comme suit:

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Clients	10 200 237	6 979 255
Effets à recevoir	1 456 491	90 090
Chèques à encaisser	831 553	702 618
Chèques & Effets impayés	1 462 024	1 316 818
Clients douteux	1 718 440	1 757 365
Total brut	15 668 745	10 846 146
Provision pour dépréciation des créances	<3 070 625>	<2 700 030>
Total net	12 598 120	8 146 116

3.7 Autres actifs courants

Le solde de cette rubrique s'analyse de la manière suivante:

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Personnel	46 288	57 424
Fournisseurs / Avances	179 475	32 490
Etat et collectivité publique	2 638 428	2 621 315
Etat crédit d'impôt	3 017 431	2 615 963
Impôt différé actif	165 583	208 102
Débiteurs divers	174 844	16 076
Compte de régularisation actif	900 484	896 793
Total brut	7 122 533	6 448 163
Provision pour dépréciation	<665 484>	<469 762>
Total net	6 457 049	5 978 401

3.8 Liquidités et équivalents de liquidités

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Valeurs à l'encaissement	461 820	366 842
Banques	1 576 082	1 267 151
Autres Valeurs	405	404
Caisses	42 713	18 181
Total brut	2 081 020	1 652 578
Provision pour dépréciation des comptes bancaires	<717 023>	<717 023>
Total net	1 363 997	935 555

4 CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

4.1 Capitaux propres

Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Capital Social	4 846 875	4 846 875
Réserves consolidées	<10 219 632>	<13 146 703>
Autres Capitaux Propres	10 921 219	11 891 126
Ecart de conversion	<4 010 972>	<1 660 798>
Résultat de l'Exercice	2 735 153	2 927 071
Capitaux propres-part du groupe	4 272 643	4 857 571
Capitaux propres part Minoritaires	123	204
Total Capitaux propres	4 272 766	4 857 775

4.2 Emprunts

Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Crédits BT	150 000	1 102 941
Crédits BH	2 182 402	2 805 761
Crédits ATIJARI	741 408	1 073 561
Crédits BTK	1 286 218	1 657 348
Dettes de location financière	3 213 549	3 790 744
Total emprunt	7 573 577	10 430 355

La variation des crédits bancaires correspond au reclassement des échéances à moins d'un an parmi les passifs financiers à court terme.

4.3 Provisions

Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Provision diverses	1 315 092	690 000
Total	1 315 092	690 000

4.4 Fournisseurs et comptes rattachés

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit:

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Fournisseurs ordinaires locaux	4 035 421	4 288 008
Fournisseurs étrangers	8 892 750	3 658 231
Fournisseurs- retenue de garantie	96 639	95 151
Fournisseurs- factures non parvenues	1 218 056	2 378 892
Effets à payer & Obligations	5 840 153	5 681 050
Total	20 083 019	16 101 332

4.5 Autres passifs courants

Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Rémunération due au personnel	2 064 924	1 991 768

Etat et Collectivités publiques	1 250 153	850 585
Créditeurs divers	783 987	701 479
Compte régul. Passif	1 878 414	1 598 554
Impôt sur les Sociétés	654 172	411 564
Associés Dividendes à payer	1 652	14 453
Total	6 633 302	5 568 403

4.6 Concours bancaires et autres passifs financiers

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Echéances à moins d'1 an BT	1 041 176	1 041 176
Echéances à moins d'1 an BH	623 359	587 961
Echéances à moins d'1 an ATIJARI	332 152	308 818
Echéances à moins d'1 an BTK	369 906	342 652
Dettes de location financière à moins d'un an	598 628	616 100
Concours bancaires	3 373 053	1 986 024
Financement de Stock et Préfinancement export	6 950 000	4 925 000
Préfinancement factures	1 692 000	2 142 000
Financement en devise	9 422 667	7 268 135
Intérêts courus	97 513	123 209
Total	24 500 454	19 341 075

5 COMPTE DE RESULTAT

5.1 Produits d'exploitation

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Chiffres d'affaires	93 893 562	68 422 970
Autres produits d'exploitation	554 002	268 648
Total	94 447 564	68 691 618

5.2 Achats Consommés

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Achats matières premières	51 836 041	28 732 783
Achats emballages et autres matières consommables	11 446 015	8 148 790
Achats de marchandises	339 472	261 849
Variation de Stocks	<4 308 701>	2 164 032
Total	59 312 827	39 307 454

5.3 Autres achats

Ce poste se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Autres achats non stockables	1 846 638	1 842 870
Achats stockables	647 195	469 774
Total	2 493 833	2 312 644

5.4 Charges de personnel

Ce poste se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Salaires & compléments de salaires	10 779 519	9 485 740
Charges sociales légales	1 893 420	1 617 409
Total	12 672 939	11 103 149

5.5 Dotations aux amortissements et aux provisions

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Dotations aux amortissements	3 162 324	3 419 064
Dotations aux provisions	2 800 110	630 241
Total	5 962 434	4 049 305
Reprise sur provision	<1 825 650>	<501 976>
Total net	4 136 784	3 547 329

5.6 Autres charges d'exploitation

Le solde de ce compte se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Services extérieurs ACE	4 986 885	4 207 851
Charges diverses ordinaires	111 485	135 108
Impôts et taxes	584 557	569 659
Autres Services extérieurs	3 409 052	3 409 422
Total	9 091 979	8 403 040

5.7 Charges financières

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Intérêts sur crédits bancaires	837 799	914 974
Autres charges d'intérêts	1 559 066	490 593
Gain /Perte de change-net	<898 800>	<835 983>
Autres frais et commissions financières	1 610 767	1 377 221
Total	3 108 832	1 946 805

5.8 Autres gains ordinaires

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Produits divers ordinaires	442 196	194 973
Produits sur cession d'immobilisations	9 986	273 723
Transfert de charges	79 854	58 501
Total	532 036	527 197

5.9 Impôts sur les sociétés

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
Impôt sur les sociétés	686 711	917 790
Total	686 711	917 790

5.10 Contribution Conjoncturelle

Il s'agit de la contribution exceptionnelle de 7,5% du résultat imposable instauré par la loi de finances de 2017 sur le résultat de l'exercice 2016. Vu son caractère exceptionnelle, elle est présentée en éléments extraordinaires.

6. ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

6.1. Eléments composant les liquidités et équivalents de liquidités :

Les liquidités et équivalents de liquidités sont composés par les comptes de banques et établissements financiers assimilés ainsi que les comptes de caisse et les valeurs à l'encaissement.

6.2. **Méthode adoptée pour déterminer la composition des liquidités et équivalents de liquidités**

La méthode utilisée pour déterminer la composition de liquidités et équivalents de liquidités, est l'affectation directe des écritures comptables des comptes cités dessus.

7. NOTES COMPLEMENTAIRES.

7.1. **Note sur les événements postérieurs à la date de clôture :**

Aucun événement significatif n'a été survenu après la date de clôture.

7.2. **Informations sur les parties liées**

7.2.1. Transactions et soldes avec les parties liées.

Toutes les transactions et les soldes avec les parties liées sont des transactions et soldes intra-groupe éliminés au niveau des états financiers consolidés.

7.2.2. Obligations et engagements envers les dirigeants de la société mère

Au cours l'exercice 2017, Land'Or a alloué à la Direction Générale une rémunération brute de 697 514 DT.

Annexes

Annexe (1): Tableau des Mouvements des Capitaux Propres

Annexe (2): Tableau des Engagements Hors Bilan

Annexe (1)

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES 2017

Désignation	Part du groupe						Part des minoritaires				Total capitaux propres Consolidés
	Capital social	Réserve Consolidés	Autres Capitaux Propres	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total	Ecart de conversion	Réserves	Résultat de l'exercice	Total	
Soldes au 31/12/2015 avant affectation	4 846 875	<13 841 226>	12 382 152	<226 124>	694 522	3 856 199	40 940	<40 801>	59	198	3 856 397
Affectation et imputations		694 522			<694 522>	0		59	<59>		
Distribution de Dividendes			<484 688>			<484 688>					-484 688
Autres variations		1	<6 338>	<1 434 674>		<1 441 011>					-1 441 011
Résultat de l'exercice 2016					2 927 071	2 927 071			6	6	2 927 077
Soldes au 31/12/2016 avant affectation	4 846 875	<13 146 703>	11 891 126	<1660 798>	2 927 071	4 857 571	40 940	<40 742>	6	204	4 857 775
Affectation et imputations		2 927 071			-2 927 071			6	<6>		
Distribution de Dividendes			<969 375>			<969 375>					-969 375
Autres variations			<532>	<2 350 174>		<2 350 706>					-2 350 704
Résultat de l'exercice 2017					2 735 153	2 735 153			<81>	<81>	2 735 071
Soldes au 31/12/2017 avant affectation	4 846 875	<10 219 632>	10 921 219	<4 010 972>	2 735 153	4 272 643	40 940	<40 736>	<81>	123	4 272 766

Annexe (2)

1- ENGAGEMENTS FINANCIERS

TYPE D'ENGAGEMENT	Valeur Totale	Tiers	Dirigeant	Entreprises liées et Autres	Observations
1- Engagements donnés					
1-a Garanties personnelles					
Cautionnement	550 000				Caution solidaire LFS
Aval	-				
Autres garanties	-				
1-b Garanties réelles					
Hypothèque	1 162 242	BT			en 1er rang lot de terrain SELMA II
	3 202 567	BH			en rang utile lot de terrain SELMA II
	1 214 827	ATIJARI BANK			en rang utile lot de terrain SELMA II
	1 956 912	BTK			en rang utile lot de terrain SELMA II
Nantissement	1 162 242	BT			en 1er rang Fond de commerce et matériel
	3 202 567	BH			en rang utile Fond de commerce et matériel
	1 214 827	ATIJARI BANK			en rang utile Fond de commerce et matériel
	1 956 912	BTK			en rang utile Fond de commerce et matériel
1-c Effets escomptés non échues	-				
1-d Créances à l'exportation	-				
1-e Abandon de créances	-				
1-f Prime de remboursement obligations non convertibles	-				
Total					
2- Engagements reçus					
2- Garanties personnelles	-				
Cautionnement	-				
Aval	-				
Autres garanties	-				
2-b Garanties réelles	-				
Hypothèque	-				
Nantissement	-				
2-c Effets escomptés non échues	2 545 812				
2-d Créances à l'exportation (Lettre de crédit)	-				
2-e Abandon de créances	-				
Total					
3- Engagements réciproques					
Loyer de leasing	5 444 878				Nantissement sur le matériel
Crédit consenti non encore versé	-				
Avals et Cautions	1 373 524				
Crédit documentaire	-				
Refinancement	-				
Factures visées	-				
Personnel congés à payer supérieurs à ceux prévus par la convention collective	-				
Total					

TUNIS, le 15 mai 2018

Messieurs les Actionnaires de la Société

Land'Or S.A.

Bir Jedid, 2054-Khelidia

Messieurs les actionnaires,

En exécution du mandat qui nous a été confié par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport sur l'audit des états financiers consolidés de la société «Land'Or S.A» («Land'Or» ou «Société») et de ses filiales («Groupe Land'Or») relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 ainsi que sur les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

I-Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du Groupe Land'Or comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2017, l'état de résultat consolidé et l'état de flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers consolidés font apparaître des capitaux propres positifs consolidés (part du Groupe) de 4.272.643 DT, y compris le résultat consolidé bénéficiaire de l'exercice (part du Groupe) qui s'élève à 2.735.153 DT.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe Land'Or au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe Land'Or conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés d'audit :

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue la question clé de l'audit qui doit être communiquée dans notre rapport :

Evaluation des créances clients au 31 décembre 2017

Les créances clients figurent au bilan au 31 décembre 2017 pour un montant brut de 15.668.745 DT et provisionnées à hauteur de 3.070.625 DT. Dans le cadre de l'évaluation de la recouvrabilité de ces créances, le Groupe détermine à chaque date de clôture s'il y a des indices de dépréciation de ces créances selon des critères quantitatifs et qualitatifs. Le montant de la provision pour dépréciation fait appel au jugement et il est calculé selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

Nous avons examiné la conformité aux normes comptables tunisiennes en vigueur de la méthodologie mise en œuvre par la direction pour l'estimation de la provision pour dépréciation des créances douteuses. Nos procédures d'audit mises en œuvre ont consisté en la revue de l'ancienneté des créances clients, l'historique des règlements (y compris les règlements postérieurs à la clôture), l'existence d'éventuelles garanties ainsi que les éléments qualitatifs retenus par le Management. Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers consolidés concernant cette estimation.

Observation

Les comptes de la filiale Land'Or Maroc S.A.R.L (« Land'Or Maroc ») font apparaître au 31 décembre 2017 un crédit de TVA de l'ordre de 10 millions de MAD (soit l'équivalent à 2,6 millions de DT). Ce crédit important est expliqué par la baisse des revenus de Land'Or Maroc au cours des trois derniers exercices suite aux difficultés financières et opérationnelles rencontrées par Land'Or Maroc au cours de cette période. Il convient de préciser que le Management de Land'Or est en train d'étudier différentes alternatives concernant les activités futures de Land'Or Maroc et ce dans le cadre de l'opération de levée de fonds engagée par Land'Or. En effet, les actionnaires fondateurs de Land'Or sont entrés en pourparlers exclusifs avec le Groupe AFRICINVEST ayant abouti à une opération en fonds propres et quasi-fonds propres visant à accompagner le développement de Land'Or en Tunisie, en Afrique et au Moyen Orient sous réserves de l'obtention des autorisations nécessaires.

Compte tenu des perspectives futures de l'activité de Land'Or Maroc et des retombées positives de l'opération attendues de l'opération de levée de fonds sur les activités futures de Land'Or Maroc, le Management a préparé un business plan de la filiale marocaine pour la période 2018-2022 sur la base duquel il estime que le crédit de TVA pourrait être résorbé sur la TVA qui sera collectée sur les ventes prévisionnelles durant les prochains exercices. Le Management estime ainsi qu'aucune provision pour dépréciation ne devrait être constatée au titre du crédit de TVA.

Rapport de gestion du Conseil d'administration

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration de la Société.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

Notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes consolidés dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous

avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances.

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II-Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 266 du code des sociétés commerciales, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences majeures du contrôle interne. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction Générale et aux organes de gouvernance de la Société.

F.M.B.Z. KPMG TUNISIE
Hassen BOUAITA
Directeur Associé

les Commissaires aux Comptes Associés
M.T.B.F
Ahmed BELAIFA